

Stopper toute nouvelle immigration



Article rédigé par *Ligne Droite*, le 22 août 2018

Source [Ligne Droite] L'immigration n'est plus une chance pour la France. Aujourd'hui, personne sur la scène politique n'ose plus vanter les mérites de ce phénomène tant sont évidents les troubles qu'il crée au sein de la société. Mais dans le même temps, personne n'apporte de solution à ce problème qui ne cesse dès lors de s'amplifier et de s'aggraver. Pour *Ligne droite*, il est donc urgent de prendre une mesure de sauvegarde qui devrait s'imposer d'elle-même : stopper toute nouvelle immigration.

L'immigration, une source de problèmes majeurs

Même des personnalités de premier plan, pourtant très politiquement correctes, ont reconnu en leur temps les difficultés que suscitait ce processus. M. Mitterrand n'a-t-il pas déclaré il y a plus de trente ans que le seuil de tolérance était atteint ? M. Giscard d'Estaing n'a-t-il pas, de son côté, parlé d'invasion ? MM. Chirac et Sarkozy, chacun à leur façon, n'ont-ils pas évoqué les tourments qui en résultaient pour nombre de nos compatriotes ? Même M. Hollande, dans son livre confession, a lui aussi reconnu cette réalité. Et, de fait, l'immigration, qui a déjà profondément altéré la physionomie de notre pays, soulève d'innombrables difficultés dont les médias se font quotidiennement l'écho. Car c'est l'immigration qui est à l'origine des zones de non-droit où l'insécurité et la drogue règnent en maîtres. C'est l'immigration clandestine qui conduit à la création de bidonvilles dans de nombreux quartiers de nos villes. C'est l'immigration encore qui a installé l'islam sur notre sol, une religion étrangère à notre civilisation qui provoque tous les jours ou presque des débats sans fin. Un jour c'est le voile, un autre ce sont les repas halal. Un autre encore ce sont les mosquées ou les prières de rue. Et que dire du terrorisme islamique perpétré sur notre sol par des immigrés installés chez nous ? À vrai dire c'est dans d'innombrables domaines, comme celui de l'emploi, du logement, de l'école, de la sécurité ou de l'hôpital, que les problèmes s'accumulent. À cela s'ajoute le coût financier de cette immigration qui pèse sur les dépenses publiques pour plus de soixante-cinq milliards d'euros chaque année. Et, même si ce chiffre est contesté par les tenants du Système, personne aujourd'hui ne peut plus nier que l'immigration soit une source de difficultés majeures pour notre société.

Stopper l'immigration pendant dix ans

Face à cette situation, il n'y a donc que deux attitudes possibles. Ou on détourne le regard en ignorant la réalité comme le font les responsables du Système, où on affronte le problème et il n'y a alors qu'une réponse possible : il faut prendre une mesure conservatoire d'urgence et stopper toute nouvelle immigration pendant au moins dix ans. *Ligne droite* considère qu'une telle mesure s'impose d'elle-même car elle ne procède pas d'une démarche idéologique mais correspond à une attitude purement pragmatique. Lorsqu'un problème se pose, la première mesure à prendre est d'en tarir la source. Si une inondation se déclare dans une maison, avant de réparer les dégâts on obture les arrivées d'eau. De même, face à l'ampleur des troubles provoqués par l'immigration, le bon sens commande d'interrompre les flux d'arrivée de façon à pouvoir résoudre les difficultés liées à ceux qui sont déjà présents sur notre sol.

Une loi d'exception pour des mesures de sauvegarde

Or, contrairement à ce qu'affirment les tenants du Système, il est possible de stopper l'immigration. Il faut

pour cela expulser ceux qui entrent clandestinement, ne plus autoriser d'arrivées légales, supprimer tous les avantages qui attirent les immigrés chez nous et s'efforcer au plan européen de limiter la poussée des migrants.

Pour détendre la pression migratoire et en tarir les flux, il faut en effet que la nouvelle Europe, préconisée par ailleurs par *Ligne droite*, établisse un véritable contrôle à ses frontières extérieures, comme le font les pays du groupe de Visegrád pour leur propre compte, et donne mission aux marines européennes de reconduire les "migrants" dans leurs ports de départ.

Sur le plan national, il convient d'abord de rendre possibles les expulsions de clandestins et de délinquants étrangers en écartant les juges de la procédure, laquelle doit revenir exclusivement aux préfets. Dans cet esprit, il faut aussi suspendre les règles de Schengen et renforcer les sanctions contre les passeurs et les entreprises qui utilisent de la main-d'œuvre illégale. S'agissant des demandeurs d'asile, ils devraient tous être reconduits sans délai à la frontière, à l'exception de quelques personnes reconnues par le gouvernement pour être effectivement persécutées dans leur pays en raison de leurs prises de position politiques.

Le regroupement familial devrait par ailleurs être abrogé et le titre de séjour devenir révocable ad nutum, permettant ainsi de renvoyer chez eux les chômeurs étrangers en fin de droits.

En outre, l'acquisition de la nationalité française ne devrait plus être possible selon la procédure dite du droit du sol. Quant à l'octroi des avantages sociaux d'assistance, il devrait être réservé aux nationaux et aux Européens. Enfin, les immigrants qui démontrent leur refus de s'intégrer notamment par la délinquance, le terrorisme, l'intégrisme islamique et le refus de travailler devraient être expulsés.

Retrouvez l'intégralité de l'article sur :

https://lignedroite.club/stopper-toute-nouvelle-immigration/?utm_source=newsletter&utm_medium=email&utm_campaign=stopper-toute-nouvelle-immigration